**Transmettre les valeurs ou la lutte des valeurs ?**

Par Federico Tarragoni, Maître de conférences en sociologie

LCSP - Université Paris Diderot

Les événements de janvier et de novembre 2015 ont constitué des véritables déchirures dans notre tissu social : non seulement de par leur statut d’événements violents, mais également de *ruptures* profondes dans nos certitudes, dans les routines de notre quotidien, dans ce qui est visible et ce qui, relégué dans l’invisibilité, peut à tout moment remonter à la surface. Ruptures, par conséquent, dans nos manières de nous penser en tant que membres d’une société démocratique et nationale.

La réponse la plus « commode » à ce type de crises, qui nous questionnent profondément en tant qu’individus, membres d’une société et acteurs d’une démocratie, est celle qui consiste à « réaffirmer » nos valeurs, en resserrant le tour de vis sur les contradictions sociales dont elles sont solidaires. La société française est, « par nature même », libre, laïque, universaliste et méritocratique, pluraliste et républicaine : c’est donc sur ces valeurs « profondes » -, la liberté d’expression et de critique de la croyance religieuse, l’interdit du port de signes religieux dans l’espace public, la possibilité pour tout individu méritant d’être reconnu socialement -, qu’il faut fonder une nouvelle transmission des connaissances à l’avenir, dans nos écoles. La proposition semble emporter l’adhésion, tant elle semble aller de soi. Et pourtant, elle ne va pas du tout de soi, pour deux raisons. La première, c’est que ces « horizons de valeur » ne cachent que trop mal la stratification historique d’exclusions, d’altérisations coloniales (c’est à dire de constructions du colonisé comme *radicalement autre*, inassimilable et à maintenir à l’écart de la communauté républicaine), de stigmatisations produites *au nom de ces mêmes valeurs*. La deuxième, c’est qu’il n’existe aucun consensus (éthique) clair quant à la définition de ces mêmes valeurs, et de la manière de les réaffirmer contre un acte de violence. Comme le disait Ludwig Wittgenstein, il n’est guère de logique en matière de valeurs. On connaît sa proposition de « nosographie du langage », c’est à dire de réforme de la philosophie selon un principe d’hygiène logique du langage. Si l’on s’accorde sur le fait que philosopher, c’est penser de ce dont on peut parler, et parler de ce dont on peut s’entendre *a minima*, la philosophie morale et la notion même de « valeur » disparaissent du champ du pensable. Laïcité, tolérance, fraternité : toutes ses valeurs dont les sociétés occidentales, et la société française parmi elles, se targuent d’être les porte-paroles mondiales, ne sont pas des monolithes immuables, mais des agrégats de symboles, de discours et de pratiques qui changent avec le temps. Toute société est, bien entendu, constituée par un ensemble d’« horizons de valeur » : mais ceux-ci restent *ouverts* dans leur interprétation, selon des cadrages sociaux (origine sociale, socialisation scolaire et professionnelle, préférences politiques) et idéologiques (ainsi de la fraternité, qui peut être lue comme une valeur de droite ou de gauche) qui varient d’individu en individu, de groupe en groupe, selon les contextes et les situations.

Surtout, la conflictualité politique qui caractérise les sociétés modernes démocratiques peut être déclinée, comme le soulignait Max Weber, selon deux modalités (étroitement imbriquées entre elles) : une conflictualité sociale, trouvant son origine dans les rapports de pouvoir et de classes ; une conflictualité axiologique, c’est à dire une lutte de valeurs. Il n’y aurait donc point de « valeurs sacrées » et d’« anti-valeurs », tel des essences positives et négatives qui placeraient nos sociétés entre le Paradis de la perfection et l’Enfer de la damnation. Une telle proposition s’applique davantage aux sociétés pré-démocratiques, entendues, au-delà même de l’absence des libertés, comme des sociétés incapables de réflexivité sur les valeurs qui les constituent[[1]](#footnote--1). Il y aurait plutôt, dans les sociétés modernes et réflexives, des positions axiologiques qui s’affrontent dans l’espace public, affrontement qui est garant de leur vitalité démocratique. Ces positions axiologiques s’appuient souvent sur les mêmes « horizons de valeur » que nos gouvernants brandissent comme des armes de lutte contre le terrorisme, ce qui a pour effet d’en changer totalement la signification. Il en va ainsi, pour ne prendre qu’un exemple parmi d’autres, de la fraternité républicaine. Lorsque nos gouvernants, tant de droite que de gauche, nous demandent de faire preuve de fraternité, en nous appelant à nous ranger consensuellement et pacifiquement, tel un seul homme, derrière les Lois d’exception terroristes, certains citoyens en font une retranscription totalement différente en militant pour la fraternité envers les manifestants écologistes durement réprimés par les forces de l’ordre ou envers les migrants avant et après la « Jungle de Calais ». Cet affrontement de positions axiologiques à partir des mêmes valeurs de référence est une mesure de la vitalité démocratique des sociétés.

**Transmettre la « guerre des valeurs »**

Les valeurs ne sont donc pas des « essences pures », une sorte de code génétique des sociétés à défendre de toute souillure. Si elles sont converties en « essences » au profit d’une logique de guerre contre des boucs émissaires, ce n’est là qu’une transformation historique située. Les valeurs restent des ensembles symboliques ouverts, et ne cessent de se prêter à des interprétations variables de la part de ceux qui les utilisent pour justifier l’action politique, qu’ils soient au pouvoir ou qu’ils agissent dans la société civile. D’ailleurs cette pluralité d’interprétations est souvent maniée, comme un champ de possibles connu, par *tous* les individus : ainsi la plupart des Français interrogés par l’« Enquête valeurs » de 2008 connaissent les ambigüités de la valeur « tolérance religieuse » dans des systèmes démocratiques laïques, entre la nécessité de tolérer les différences religieuses et celle d’en faire abstraction dans des pratiques sociales déterminées. En se plaçant sur une échelle de « tolérance religieuse » donnée par l’enquêteur, ils argumentent par rapport à la tolérance, au droit à l’expression des différences culturelles et à défense de la laïcité[[2]](#footnote-0). Dans cette créativité éthique git un ressort important pour penser la transmission à l’aune des attentats : l’enseignant ne devrait pas « marteler » des valeurs face à ses élèves, afin que les porteurs des « mauvaises valeurs » se rendent compte de leur ignorance et de leurs erreurs. Il devrait plutôt, croyons nous, éduquer ses élèves à cette multiplicité d’interprétations, afin qu’ils puissent faire valoir leur esprit critique face aux consensualismes ou aux conformismes. Les valeurs ne tombent pas du ciel ; dans les sociétés démocratiques, elles font l’objet d’une mise en débat permanente, d’une lutte historique et sociale entre interprétations et actualisations opposées, cette même lutte servant aux individus concrets à donner sens à leur agir[[3]](#footnote-1).

Il convient de le dire haut et fort : lorsqu’on martèle, dans la communication politique et les médias, que la réponse au terrorisme passe *hic et nunc* par la réaffirmation de « nos » valeurs, on traite les valeurs comme des essences, des « idées pures » ou des propriétés absolues des sociétés modernes (« nos valeurs »), soustraites à l’historicité, à l’évolution des systèmes sociaux concrets, et surtout à l’interprétation des acteurs. On en fait rien de plus que des armes de guerre, censées rallier la population nationale à un certain consensualisme politique, qui est aujourd’hui littéralement trans-idéologique, tant il traverse la droite et la gauche.

Ce qui ne veut pas dire, bien évidemment, qu’il faille abandonner les « anciennes » valeurs pour en trouver des « nouvelles » ou que les sociétés puissent réagir face à des situations de crise sans faire appel à des valeurs. Toute société se structure, nous l’avons dit, autour d’un ensemble d’« idées de valeurs » à travers lesquelles les individus donnent sens à leur existence. Mais le fondement des sociétés modernes n’est pas tant la somme de ces « idées de valeur » à protéger de la barbarie, mais plutôt leur mise en discussion permanente. Autrement dit une lutte interminable, au principe même de la raison démocratique, entre les interprétations qu’il faut en retenir pour justifier l’action concrète. Donc, ni la laïcité, ni la méritocratie, ni l’universalisme républicain opposé au « multiculturalisme différentialiste » ne sont des monolithes annihilant toute critique. C’est même le contraire : en tant que systèmes de valeurs ils supposent un affrontement permanent, une « guerre des dieux » pour le dire dans le lexique wébérien[[4]](#footnote-2), sous peine de se transformer en lettre morte instrumentalisée par le pouvoir.

**De la « guerre des valeurs » au politique**

Donc la meilleure chose que l’on puisse imaginer dans des situations de crise comme celle que nous vivons, crise sociale, politique et morale, est de remettre les valeurs sur le banc de la discussion publique, d’en faire même les noyaux d’une repolitisation du débat sur les mesures à adopter pour lutter contre le terrorisme et pour l’accueil des immigrés, ou encore sur le rapport que l’État et ses forces sécuritaro-répressive entretiennent avec les immigrés aujourd’hui. Il faut partir, en d’autres termes, de la situation de crise que nous vivons, pour la penser à l’aide des valeurs qui sont mobilisées pour y répondre. Ces valeurs doivent être rediscutées dans un cadre large, dans un ensemble de lieux politiques dont les formes et les missions restent à inventer (bien que les comités d’urgence citoyenne suite à la constitutionnalisation de l’état d’urgence et les nouvelles associations citoyennes de soutien aux migrants en donnent des exemples fructueux), et dont la tâche est ni plus ni moins que réactiver l’espace public dans un contexte de verrouillage sécuritaire croissant.

L’enseignant, tant dans le secondaire que dans le supérieur, est un facilitateur de cette guerre des valeurs : la question qu’il devrait (se) poser est « en quoi les attentats de janvier et novembre dernier nous amènent-ils à reconsidérer les affrontements de valeur qui traversent la société française contemporaine ? ». C’est d’ailleurs à cette question que la sociologie peut apporter un éclairage original, en conjuguant le travail de critique conceptuelle à la mise en lumière d’un ensemble de pratiques, traversant la société française, de questionnement et d’actualisation des valeurs. La nouvelle analyse sociologique des pratiques de « concernement civique », d’attention à autrui, de mobilisation collective, de deuil, est l’une des voies les plus fécondes pour montrer comment les « idées de valeur » retissent le lien social dans des situations de crise. Pour plusieurs raisons : d’une part, dans ces pratiques on trouve autre chose que les monolithes qui sont scandés d’une manière guerrière par nos gouvernants aujourd’hui ; de l’autre, leur observation permet de reconsidérer un ensemble de réactions individuelles et collectives de l’après-coup des événements comme *dignes d’intérêt politique*[[5]](#footnote-3).

Contre les critiques vouant l’expression anarchique des émotions aux gémonies de l’« irrationnel » ou du « prépolitique », nombre d’individus ont reconstitué le lien civique à travers ces pratiques : c’est en cela qu’elles sont tout à fait dignes d’intérêt politique. Le rapport qu’elles révèlent aux boucs émissaires constitués par la « défense guerrière des valeurs » est bien plus complexe que celui imaginé par les acteurs de l’État. Suite au choc des attentats, la population française a fait preuve de « concernement » envers les victimes et d’anticipation vis-à-vis des conséquences néfastes d’une possible criminalisation de l’immigration, de l’islam ou de la différence religieuse. C’est sur cette base empirique qu’il faudra également asseoir la nouvelle transmission des connaissances : l’enseignant devrait faciliter l’expression conflictuelle des valeurs et donc, par-là, leur dénaturalisation, tout en agençant autrement les savoirs à transmettre et les pratiques nouvelles qui se donnent à voir dans nos sociétés. Ces pratiques de « concernement », d’usage civique des émotions, de rapport à l’autre, en font pleinement partie. C’est en gardant ce double fil des savoirs à enseigner et des pratiques réelles des individus, que l’on pourra adapter les modalités de transmission dans nos écoles à la crise que nous traversons, sans les « plaquer du haut », d’une « tour d’ivoire » ministérielle ou académique.

1. Cornélius Castoriadis, *L’institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975. [↑](#footnote-ref--1)
2. Pierre Bréchon et Olivier Galland (dir.), *L’individualisation des valeurs*, Paris, Armand Colin, 2010. [↑](#footnote-ref-0)
3. Les valeurs permettent ainsi aux individus de donner un sens « rationnel » à leur agir, et de se positionner rationnellement par rapport à leur action. Ce principe méthodologique, qui renvoie à la « rationalité en valeur » (*Wertrationalität*) de Max Weber, a été repris par Raymond Boudon (la « rationalité axiologique »). Cf. Sylvie Mesure (dir.), *La rationalité des valeurs*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998. [↑](#footnote-ref-1)
4. Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Éditions 10/18, 1963, p. 105-108. [↑](#footnote-ref-2)
5. Gérôme Truc, *Sidérations : une sociologie des attentats*, Paris, Presses Universitaires de France, 2016. [↑](#footnote-ref-3)